*Article 31 du Règlement***LA SEMAINE DES CARRIÈRES**

M. Ken Atkinson (St. Catherine): Monsieur le Président, la semaine du 29 octobre au 4 novembre 1989 a été désignée comme celle des carrières au Canada. Cette semaine doit fournir aux jeunes l'occasion de prendre conscience de l'évolution de l'emploi au Canada et de l'importance de planifier sa carrière. Il faut encourager les jeunes à se prévaloir des installations et de l'aide mises à leur disposition par les centres d'emploi du Canada ainsi que par des associations comme la *Niagara Peninsula Industry Educational Council* et les centres d'orientation de ma région. Ces organisations ont pour mission de sensibiliser les Canadiens aux tendances du marché du travail et d'insister sur l'importance de la planification des carrières.

Les organisateurs entendent mettre l'accent cette année sur les principaux avantages qui découlent des changements technologiques. Ils entendent faire savoir aux jeunes qu'ils peuvent tirer profit de ces avantages et établir leur plan de carrière avec soin, de façon à tenir compte de cette évolution et d'en tirer le meilleur parti possible.

* * *

L'AÉROGARE N° 3 DE L'AÉROPORT PEARSON

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, dans le domaine de la construction aéroportuaire, ce qui importe, ce n'est pas ce qu'on connaît, mais qui on connaît dans le gouvernement conservateur. Un ancien député conservateur a reçu 390 000 \$ des promoteurs qui ont obtenu le contrat de 380 millions de dollars concernant l'aérogare n° 3 de l'Aéroport Pearson.

On peut se demander, monsieur le Président, ce que M. Lundrigan connaît aux aéroports. Apparemment, fort peu de choses, mais il a affirmé être expert en systèmes politiques et en finances. M. Lundrigan a dit que ses clients sont des gens «dynamiques» qui «brassent de grosses affaires à Toronto» et que c'est pour cette raison qu'ils recouraient à ses services.

Ce genre de révélation suscite du cynisme parmi les Canadiens quant à la façon dont leur gouvernement fonctionne. Pourquoi un promoteur engagerait-il un expert-conseil qui ne connaît rien au contrat sur lequel il vient de soumissionner? Quelles compétences de cet expert, à part son accès à des responsables du gouvernement, peuvent valoir 390 000 \$?

À un moment où le gouvernement ne cesse de vanter aux Canadiens les vertus des restrictions et de l'austérité, il est absolument essentiel qu'il donne l'exemple dans l'attribution des marchés de l'État. Le gouvernement ne se rend-il pas compte que s'il laisse ses amis facturer des honoraires de cet ordre pour de prétendus services consultatifs, il devra lui-même payer davantage pour l'exécution de ses contrats?

La Loi sur l'enregistrement des lobbyistes ne sert pas à grand-chose parce qu'elle ne nous permet pas de connaître les honoraires versés pour l'obtention de marchés de l'État. Nous savons que M. Lundrigan a reçu 390 000 \$, mais nous ne savons pas combien a touché le principal intervenant, Government Consultants International. Où est le gouvernement transparent qu'on a promis aux Canadiens?

* * *

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, ce matin, sur la promenade de la rue Sparks, une jeune femme m'a abordé pour me remettre un dépliant et m'inciter à participer au rassemblement contre la TPS. «Qu'est-ce que la TPS?» lui ai-je demandé. «Une sorte de taxe», m'a-t-elle répondu. «Pouvez-vous m'expliquer ce que c'est?» ai-je poursuivi. «Non, je n'en sais pas grand-chose», m'a-t-elle avoué. «Eh bien», lui ai-je rétorqué, «avant de faire activement campagne contre cette taxe, ne pensez-vous pas que vous devriez vous en informer, en commençant par en connaître le nom exact, qui est taxe sur les produits et services?»

Il est très difficile pour les Canadiens d'être bien informés de la TPS, étant donné les réactions négatives qu'elle suscite chez tant de députés d'en face et les efforts que ceux-ci déploient pour embrouiller l'esprit des gens.

Les Canadiens sont libres d'aimer ou non la réforme fiscale, la TPS ou toute autre mesure gouvernementale. Quoi qu'il en soit, pour avoir un bon régime de gouvernement, il faut le plus souvent que l'électorat soit informé et que l'opposition soit constructive.

Je prie donc instamment le gouvernement de redoubler d'efforts, au besoin au moyen d'annonces publiques, pour veiller à ce que les Canadiens sachent réellement ce qu'est la TPS et ce qu'elle n'est pas, de façon qu'ils puissent prendre une décision éclairée à son sujet.